

QUE FAIRE APRÈS LA VICTOIRE DU NON ?

La « France d'en bas » a dit Non à l'Union européenne du Capital et à Chirac-Hollande-Seillière

En votant « Non » au référendum, la majorité du peuple, la très grande majorité des ouvriers, des employés, des paysans et de toute la « France d'en bas », n'ont pas exprimé seulement leur refus du projet de « Constitution » européenne. En votant Non, ils ont également *signifié leur rejet profond de toute cette « Union européenne »* des patrons, des banquiers et des technocrates qu'on nous présente depuis le traité de Maastricht comme le seul avenir possible. En votant Non, ils ont dit aussi, de manière indissociable, *leur rejet non moins profond de l'ensemble des forces politiques (UMP, UDF, PS, Verts...) qui appelaient à voter Oui* après s'être succédé au pouvoir depuis plus de vingt ans pour faire toutes à peu près la même politique au service de la bourgeoisie. Ce caractère massif du Non ouvrier et populaire est d'autant plus impressionnant que la plupart des forces politiques du pays, une partie des syndicats (CFDT, CFTC, UNSA...), la majorité des grands médias, le MEDEF, les évêques, etc., ont fait une campagne acharnée en faveur du Oui, bâillant largement les partisans du Non, notamment du « Non de gauche ».

La défaite électorale de la bourgeoisie doit ouvrir une crise politique favorable à la lutte de classe

La victoire du Non est donc une défaite cinglante pour la bourgeoisie, mais elle ne règle évidemment rien à elle seule : même sans Constitution européenne, les Traités de Rome, de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice vont évidemment continuer à s'appliquer, c'est-à-dire à fonctionner comme armes de destruction massive contre les acquis sociaux et les services publics. Même sans Constitution européenne, le MEDEF va évidemment continuer à exiger la destruction de toutes nos conquêtes, et Chirac compte bien rester au gouvernement pour poursuivre sa politique de régression sociale. Quant au PS, la majorité partisane du Oui autant que Fabius et ses amis comptent bien régler leurs comptes en interne... tout en demandant aux travailleurs de patienter jusqu'en 2007 (et de voter à ce moment-là pour un programme politique sans doute fort peu différent de celui de Chirac-Raffarin)... *La crise politique ne se développera pas toute seule, mais uniquement par la lutte de classe et l'auto-organisation des travailleurs.* Il faut profiter de la situation ouverte par la défaite électorale du gouvernement et de toute la classe politique bourgeoise pour *engager un grand mouvement d'ensemble de la classe ouvrière et de tous les travailleurs et imposer la satisfaction des revendications vitales* : stopper la politique de régression sociale menée depuis vingt ans, faire échec aux plans de licenciements, arracher l'augmentation des salaires, transformer les emplois précaires en emplois stables, refuser l'augmentation du temps de travail et la flexibilité, obtenir la régularisation des sans-papiers, gagner sur l'abrogation de la loi Fillon, imposer l'arrêt de toutes les poursuites contre les lycéens et tous les syndicalistes ; et, bien sûr, virer Chirac...

À quelles conditions peut-on espérer arracher la satisfaction des revendications et virer Chirac ?

Or la satisfaction de toutes ces revendications suppose la grève générale : jamais le gouvernement ne cèdera face à une simple défaite électorale, comme le prouve l'exemple récent de son revers aux régionales de 2004. Seul le blocage total du pays nous permettra de surmonter la défaite de 2003 et de remporter une véritable victoire sociale et politique. Les travailleurs qui ont voté Non à la « Constitution » et à Chirac-Hollande-Seillière peuvent maintenant se reconnaître et s'unir dans cet objectif. *Dans cette perspective, des assemblées générales, des comités de mobilisation doivent se constituer dans les entreprises, les établissements et les quartiers.* Si elles veulent réellement aider les travailleurs à combattre pour leurs revendications, les organisations politiques du mouvement ouvrier et tous les collectifs qui ont contribué à la victoire du Non, les syndicats qui ont dénoncé le projet de Traité constitutionnel, doivent appeler tous ensemble à la grève partout. Une telle contre-offensive des travailleurs est rendue aujourd'hui possible par l'affaiblissement politique de la bourgeoisie, qui vient de se manifester de manière évidente sur le terrain électoral et qui intervient après tout un semestre de montée des luttes : la colère potentiellement explosive des travailleurs s'était déjà manifestée lors des multiples « journées d'action » sans lendemain appelées par les syndicats (20 janvier, 5 février, 10 mars, 16 mai...), par le puissant mouvement lycéen et par la multiplication de grèves locales ou sectorielles, parfois victorieuses (PSA-Citroën à Aulnay, Radio-France, Total, etc., etc...). Enfin, *ce n'est que par une grève générale que l'objectif de virer Chirac pourra être imposé à la bourgeoisie, sans attendre 2007.*

Une telle grève générale ouvrirait bien sûr une période politique nouvelle. Nous y développerions pour notre part la perspective d'un gouvernement représentant réellement les intérêts des travailleurs. Un tel gouvernement devra rompre avec les traités européens et l'Union européenne capitaliste, nouer des relations fraternelles de coopération avec les peuples des autres pays (en Europe, outre-mer et ailleurs), retirer les troupes des pays où elles interviennent pour le compte de l'impérialisme français (Afrique, Afghanistan, etc.), rétablir tous les acquis liquidés par les gouvernements des dernières années, interdire les licenciements, renationaliser les entreprises privatisées, nationaliser sous contrôle ouvrier les grands moyens de production, etc. C'est dans ce but que notre groupe se prononce pour la construction d'un parti communiste, révolutionnaire et internationaliste.

Contactez le Groupe CRI : 06 64 91 49 63 ou <http://groupecri.free.fr>